



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral de levée de mise en demeure
société NOVAWOOD à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY**

N° 2024-0318
AIOT : 0003012003

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-1, L. 171-8 et L. 511-1 ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral 20170094 du 8 mars 2018, modifié par l'arrêté préfectoral 20192447 du 13 août 2020, autorisant la société NOVAWOOD à exploiter une centrale de cogénération co-incinérant des déchets non dangereux et dangereux à Laneuveville-devant-Nancy ;

Vu l'arrêté préfectoral 20230960 du 17 novembre 2023 mettant en demeure la société NOVAWOOD de se conformer à certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral 20170094 du 08 mars 2018 modifié l'autorisant à exploiter une centrale de cogénération co-incinérant des déchets non dangereux et dangereux à Laneuveville-devant-Nancy ;

Vu les constats faits par l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est le 11 juillet 2024 lors de la visite de contrôle du site susvisé, consignés dans le rapport référencé AML/RGZ/2265_2024 du 19 septembre 2024 ;

Considérant que les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2023-0960 du 17 novembre 2023 sont désormais satisfaites ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRÊTE

Article 1 : Champ et portée du présent arrêté

La mise en demeure décidée par l'arrêté préfectoral n° 20230960 du 17 novembre 2023 à l'encontre de la société NOVAWOOD pour l'exploitation de son site implanté chemin du Vaquené à Laneuveville-devant-Nancy (54410) est levée.

Article 2 : Recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de NANCY – 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 20038 – 54036 – NANCY Cedex. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant, ce délai commençant à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécours Citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 3 : Exécution et informations des tiers

Le secrétaire général de la préfecture et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société NOVAWOOD

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de la commune de Laneuveville-devant-Nancy

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R. 171-1 du Code de l'environnement.

Nancy le 10 OCT. 2024

Le Préfet,

Françoise SOULIMAN